**FOURNITURE, MISE EN ŒUVRE, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DE TÉLÉVISEURS À DESTINATION DES PERSONNES PLACÉES SOUS MAIN DE JUSTICE**

**Acte d’engagement**

*Code de la commande publique issu de l’ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et règlementaire du code de la commande publique*

***Cadre réservé au pouvoir adjudicateur***

**Numéro de marché : 24PS5034**

**Numéro d’EJ :**

**Imputation budgétaire : Années d’imputation** : 2025 - 2031

**Code de programme** : 107

**Article de prévision** : 02

**Autres informations** : **Code CPV** : 32210000

**N° activité** : Hébergement et restauration- GP 010703010303

**N° domaine fonctionnel** : 0107-02

**N° groupe de marchandise** : 38.01.04

**N° d’axe d’analyse** : 10-AP1070280-CANT-TV07

10-AP9120251-CANT-TV-AC

# IDENTIFICATION DES PARTIES

## Pouvoir adjudicateur :

Le Ministère de la Justice, Direction de l’Administration Pénitentiaire, dont le siège est situé : 13 Place Vendôme, 75042 PARIS CEDEX 01, dûment représentée par Monsieur le Directeur de l’Administration Pénitentiaire.

**Personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l’article L. 1211-1 du code de la commande publique :**

Monsieur le Directeur de l’Administration Pénitentiaire

Direction de l’Administration Pénitentiaire

13 Place Vendôme

75042 PARIS CEDEX 01

**Désignation des comptables assignataires :**

Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel

13 Place Vendôme

75042 PARIS CEDEX 01

|  |  |
| --- | --- |
| **Adresse postale des comptables assignataires de paiement** | |
| **Administration Centrale** | Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel  13 Place Vendôme  75042 PARIS CEDEX 01 |
| **Bordeaux** | DRFIP33 (Nouvelle Aquitaine)  Service facturier n°FAC0000033 - P107 **ou** FACTCCO033 – P912  24 rue François de Sourdis - BP 908 - 33060 BORDEAUX Cedex |
| **Dijon** | DRFIP 21 (Bourgogne) – Service facturier N°FAC0000021  1 bis, place de la banque - 21042 DIJON Cedex  [dfrip21@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:dfrip21@dgfip.finances.gouv.fr) |
| **Lille** | DRFIP 59 (Nord Pas de Calais)  Service facturier n°FAC0000059  82 avenue du Président Kennedy - 59033 LILLE Cedex |
| **Lyon** | DDFIP 69 (Rhône)  Service facturier n° FAC0000069  3 rue de la Charité - 69002 LYON  [drfip69@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip69@dgfip.finances.gouv.fr) |
| **Marseille** | DRFIP 13 (Provence Alpes Côte d'Azur)  Service Dépenses – Service facturier n°FAC0000013  16 rue Borde - 13357 MARSEILLE Cedex 20 |

|  |  |
| --- | --- |
| **Paris** | DDFIP 91 (Essonne)  Division des Opérations et Comptes de l'Etat – Service Facturier n°FAC0000091  27, rue des Mazières - 91011 EVRY CEDEX  Tél: 01 69 13 26 40  [ddfip91@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:ddfip91@dgfip.finances.gouv.fr) |
| **Rennes** | DRFIP 35 (Bretagne)  Service Facturier 3 Justice n°FAC0000035  Avenue Janvier - BP 72102 - 35021 RENNES |
| **Strasbourg** | CGF Justice DDFIP 54 (Meurthe et Moselle)  Service exécutant n° CGFDJUS054  50, rue des Ponts - CO 60069 - 54036 NANCY Cedex |
| **Toulouse** | CGF Justice DRFIP 31  Service exécutant : CGFDJUS031  15 Place Occitane - 31039 TOULOUSE Cedex 9  [drfip31@dgfip.finances.gouv](mailto:drfip31@dgfip.finances.gouv). |

## Identification du titulaire

Je soussigné(e)[[1]](#footnote-1) :

Agissant au nom et pour le compte de la :

au capital de :

ayant son siège social :

numéro de téléphone :

**Immatriculé(e**) :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

# PIECES CONSTITUVES DU MARCHÉ

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et accepter les clauses figurant dans les différentes pièces constitutives du marché.

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L’acte d’engagement (AE) et son annexe financière (BPU) ;
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. La mise au point, le cas échant ;
5. La proposition technique du titulaire (cadre de réponse technique et l’ensemble des éléments annexés, le cas échéant) ;
6. Le CCAG FCS ;
7. Les normes techniques et règlementaires citées au CCTP.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l’ordre dans lequel elles sont énumérées ci-avant.

Les originaux du marché et de la proposition définitive du titulaire, qui font seuls foi, sont conservés dans les archives de l’administration.

**Les modifications relatives aux rubriques « imputation budgétaire » ou « autres informations » de la première page du présent document sont internes à l’administration et ne donnent pas lieu à l’établissement d’un avenant.**

# OBJET ET DÉROULEMENT DU MARCHÉ

## Objet du marché

Le présent marché vise à la mise à disposition (fourniture, livraison, installation et maintenance) des postes de télévision en détention.

## Déroulement du marché

Le marché est fractionné à bons de commande au sens de l’article R2162-2 du code de la commande publique et est mono-attributaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer des marchés complémentaires de fourniture en application de l’article R2122-4 du code de la commande publique.

## Durée du marché – délais d’exécution

L’accord-cadre est conclu pour une durée de cinq (5) ans ferme à compter de sa date de notification jusqu’au 31 mai 2030. Il peut être reconduit une (1) fois, par tacite reconduction, pour une période de douze (12) mois.

Les prestations de location et d’achat débutent à compter du 1er juin 2025.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu’au dernier jour de validité du marché. La durée de validité ainsi que les délais d’exécution des bons de commandes sont indiqués à l’article 6.1 du CCAP.

Les délais de livraison applicables dans le cadre du marché sont fixés au CCAP.

## Montants du marché – Avance

### Montant du marché

Le marché est conclu sans montant minimum avec un montant estimé de vingt-cinq millions cinq cent mille euros hors taxes (25 500 000 € HT).

Le montant maximum sur la totalité du marché et sur l’ensemble des prestations est fixé à soixante-seize millions d’euros hors taxes (76 000 000 € HT).

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur au jour de la facturation.

Le prix est réputé complet et comprend tous les frais nécessaires pour l’exécution du contrat, ainsi que l’ensemble des frais de gestion, reproduction et envoi des livrables et de déplacement des intervenants et charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.

### Avances

S’agissant du bénéfice de l’avance, le titulaire précise son choix :

Je souhaite bénéficier de l’avance prévue à l’article R2191-16 du code de la commande publique ;

Je ne souhaite pas bénéficier de l’avance prévue à l’article R2191-16 du code de la commande publique.

## Compte bancaire à créditer

Les sommes dues au titre du présent marché seront libérées par virements.

Les modalités de règlement des comptes sont spécifiées à l’article 9 du CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre de l’accord cadre en faisant porter leur montant au crédit du compte suivant :

**Coordonnées bancaires du titulaire ou du groupement en cas de compte unique (obligatoire en cas de groupement solidaire).**

**Le RIB est annexé au présent acte d’engagement.**

En cas de groupement conjoint, le RIB de tous les membres du groupement doit être annexé au présent document.

**Modification des coordonnées bancaires**

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d’exécution de l’accord-cadre, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier et fournir le RIB correspondant à l’attention du service en charge du suivi contractuel et administratif coordinateur du marché soit à l’intention de l’interlocuteur principal du marché pour la DAP (art 10.1 du CCAP).

# OBLIGATIONS LÉGALES ET ENGAGEMENT

Après avoir pris connaissance du CCAP et des documents qui y sont mentionnés,

Après avoir établi les déclarations et fourni les certificats prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique, ainsi que les documents **à l’article D.8222-7 du code du travail avant la signature du marché par la DAP et** à renouveler leur production tous les six (6) mois jusqu’à la fin d’exécution du marché,

Et après avoir fourni, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations demandées, dans les conditions ci-après définies,

**Je m’engage ou j’engage le groupement dont je suis mandataire, conformément aux clauses et conditions du marché et de ma proposition, à exécuter les prestations demandées conformément aux stipulations contractuelles.**

L’offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m’est notifiée dans un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres.

**ATTESTATIONS SUR L’HONNEUR [[2]](#footnote-2)**

Je, soussigné ………………………………………………………………………………………… (Nom du signataire), sous peine de résiliation du marché, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du présent marché et des documents de la consultation et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

***SI L’ENTREPRISE EST ÉTABLIE EN FRANCE :***

- Atteste sur l’honneur avoir déposé auprès de l’administration fiscale à la date de la présente attestation, l’ensemble des déclarations fiscales obligatoires,

- Atteste sur l’honneur que le travail sera réalisé pas des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-2, R.3243-1 (bulletin de salaire), et L.1221-10 (déclaration nominative préalable d’embauche) du code du travail,

- Atteste sur l’honneur que [[3]](#footnote-3) :

Je / la société que je représente n’emploie pas des salariés étrangers.

Je / la société que je représente emploie des salariés étrangers.

Dans cette hypothèse, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l’autorisation de travail prévue à l’article L.5221-2 du code du travail avant la signature du marché par la DAP.

La liste devra être établie dans les conditions prévues à l’article D.8254-2 du code du travail et précisera pour chaque salarié :

- sa date d’embauche ;

- sa nationalité ;

- le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

***SI L’ENTREPRISE EST ÉTABLIE à l’Étranger :***

- Atteste sur l’honneur que je / la société que je représente fourni aux salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l’article R.3243-1 du code du travail ou des documents équivalents,

- Atteste sur l’honneur que [[4]](#footnote-4) :

Je / la société que je représente ne détache pas des salariés sur le territoire français pour l’exécution du marché.

Je / la société que je représente détache des salariés sur le territoire français pour l’exécution du marché.

Dans cette hypothèse, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés détachés en application de l’article D.8254-3 du code du travail avant la signature du marché par la DAP.

La liste devra être établie dans les conditions prévues aux articles D.8254-3 et D.8254-2 du code du travail et précisera pour chaque salarié :

* sa date d’embauche ;
* sa nationalité ;
* le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

M’engage, si le marché m’est attribué, à fournir les documents listés aux articles R2143-7 à R2143-10, du code de la commande publique et à l’article D.8222-7 du code du travail avant la signature du marché par la DAP et à renouveler leur production tous les 6 mois jusqu’à la fin d’exécution du marché.

**Signature de l’entreprise[[5]](#footnote-5)**

Fait en un seul original, à……………………………………………………………, le ……………………………………

Nom et qualité du signataire :

Cachet de l’entreprise

**Signature du représentant du Pouvoir adjudicateur**

Fait à                                          , le

**CADRE DE NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CRÉANCE[[6]](#footnote-6)**

La présente copie certifiée conforme à l’original est délivrée en exemplaire unique pour être remise à l’établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément au code monétaire et financier en ce qui concerne[[7]](#footnote-7) :

La totalité du marché

La totalité du montant maximum fixé par le marché

La totalité du montant correspondant aux bons de commande émis par la DAP au titre du présent marché

La partie que le titulaire n’envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) : ……………………………………………………………………………………………………………………………………

La partie des prestations devant être exécutées par ………………………………………………………… en qualité de[[8]](#footnote-8) :

Membre du groupement d’entreprises titulaire du marché

Sous-traitant présenté dans l’offre

est égale à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

À ……………………… Le …………………………………………

1. À renseigner par le titulaire. [↑](#footnote-ref-1)
2. En cas d’offre présentée par un groupement d’entreprises, chaque cotraitant doit remettre l’attestation sur l’honneur correspondante en annexe au présent acte d'engagement. [↑](#footnote-ref-2)
3. Cocher la case concernée [↑](#footnote-ref-3)
4. Cocher la case concernée [↑](#footnote-ref-4)
5. En cas de groupement d’entreprises, tous ses membres doivent signer l’acte d’engagement, sauf si le mandataire a été habilité par les autres membres du groupement à signer seul le marché. Dans ce dernier cas, la signature doit être celle du mandataire habilité tel qu’il est indiqué sur le formulaire DC4 remis dans le dossier de candidature (formulaire téléchargeable sur le site du MINEFI : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> [↑](#footnote-ref-5)
6. A remplir par le pouvoir adjudicateur sur la photocopie de l’acte d’engagement délivré au titulaire en exemplaire unique. [↑](#footnote-ref-6)
7. Cocher la situation concernée [↑](#footnote-ref-7)
8. Cocher la situation concernée [↑](#footnote-ref-8)